

Madame la Présidente,

Vous nous convoquez ce mardi pour valider une nouvelle destruction de postes comptables dans notre département. Malgré la crise sanitaire qui n'a pas cessé, la Direction générale continue de détruire méthodiquement et sans aucun état d'âme nos services et ce, malgré les multiples interpellations des organisations syndicales, dont **FO** tant au niveau national que local.

Bien entendu et ce n'est pas une surprise, **FO** votera **CONTRE** ces restructurations qui n'ont d'autres but que de continuer à détruire le réseau des Finances publiques afin de réduire toujours et encore nos emplois.

Depuis quelques semaines, les agents de la DGFIP ne sont plus contraints de porter de masque.

Pour autant, la Direction Générale n'a toujours pas enlevé le sien. En effet, le Nouveau Réseau de Proximité n'a pas encore fini de s'appliquer dans les départements que déjà une nouvelle réforme a vu le jour.

La Direction Générale a récemment lancé une nouvelle étape avec la création d'antennes interdépartementales pour les SIE.

Selon l'IFRAP, un institut ultra-libéral et anti fonctionnaires, il ne devrait rester qu'un seul SIE par région. La DG va accéder à sa demande !

A terme, il ne resterait que des centres de gestion chargés de traiter les dossiers épineux qui ne pourraient pas être gérés automatiquement.

Au plan local, cela va avoir des incidences considérables avec la création d'une antenne à Fontenay le Comte transférant 25 emplois au passage !

Comment croyez-vous que les agents vivent cette énième réforme ? nous vous rappelons une fois de plus le caractère anxiogène de ces restructurations et votre responsabilité concernant la santé des agents de notre département.

Il en est de même pour les agents en SGC dont le travail est devenu industriel. Et personne n'est dupe : regrouper en SGC, les trésoreries devenues exsangues permettra à la DGFIP de reprendre les suppressions dans ces structures. Enfin, la DGFIP vient de lancer un grand remue-méninges : une manière d'associer les agents à la destruction de leurs emplois.

Car gageons que c'est ce qui se cache derrière ce débat

prétendument participatif sur l'avenir de la DGFIP, même si c'est présenté comme le moyen de faire remonter les meilleures idées et les préoccupations des collègues sur l'avenir de leurs métiers, les conditions d'exercice de leurs missions et les relations avec leurs partenaires.

FO est convaincu qu'il ne s'agit nullement d'une opération visant à favoriser l'échange et l'écoute et l'expression des agents : pour **FO**, il s'agit plutôt d'une énième opération de communication caricaturale, destinée à servir d'écran de fumée, voire d'alibi ou de caution morale à une nouvelle charge contre nos services.

Car, nous le savons tous, la DGFIP a pour ambition première de supprimer des emplois : près de 30 000 depuis la création de la DGFIP !

Le précédent contrat d'objectif et de moyens devait constituer une «boussole», un cap à suivre ainsi qu'une ambition pour la DGFIP mais elle nous a fait perdre le Nord. Les objectifs de «modernisation et d'amélioration» se sont en fait accompagnés de nouvelles suppressions d'emplois, de rétrécissement et digitalisation du réseau, et de détérioration du service public.

Va-t-on demander aux collègues déjà exténués, d'éteindre eux-même l'incendie, d'atténuer l'impact et les coûts dramatiques d'une politique de destruction de l'emploi et de dégradation de leurs conditions de travail ?



Gagnons du temps en allant à l'essentiel!

Ce que la feuille de route de la DGFIP devra contenir et ce dont les agents ont besoin, c'est :

- l'arrêt de l'hémorragie des emplois et le recrutement de fonctionnaires sous statut,
- des conditions de travail motivantes et de qualité,
- l'abandon immédiat du NRP,
- Les moyens nécessaires à l'exercice quotidien des missions
- le maintien d'un réseau de proximité adapté à l'attente des citoyens
- le respect de la promesse de revalorisation des régimes indemnitaires,
- la revalorisation rapide du pouvoir d'achat.

NRP**Niveau Zéro
Proximité**